

L'ENRACINEMENT DE LA RÉPUBLIQUE (1870-1914) : D'UNE NAISSANCE FRAGILE AU TRIOMPHE DÉMOCRATIQUE

Problématique globale : Comment la République, née dans l'urgence d'une défaite militaire et menacée de toutes parts (monarchistes, nationalistes, Église, révolutionnaires), est-elle parvenue à forger une nation unie, laïque et impériale à la veille de la Grande Guerre ?

PARTIE I : LES FONDATIONS DANS LA DOULEUR (1870-1879)

Cette décennie est une anomalie historique : la France vit sous une République dirigée par des monarchistes qui attendent le bon moment pour restaurer un roi. C'est la "République des Ducs".

1. Le traumatisme fondateur : Sedan et la perte de l'Alsace-Lorraine

Le 4 septembre 1870, la République est proclamée à l'Hôtel de Ville de Paris non pas par un élan joyeux, mais pour combler le vide institutionnel laissé par la capture de Napoléon III à Sedan.

- **La résistance vaine :** Le "Gouvernement de la Défense nationale" tente de continuer la guerre. Léon Gambetta s'échappe de Paris assiégé en ballon monté pour lever de nouvelles armées en province, mais l'hiver rude et la supériorité prussienne ont raison de cet élan. Paris, affamé (on y mange les animaux du zoo, des rats, des chats), capitule en janvier 1871.
- **Le Traité de Francfort (Mai 1871) :** L'humiliation est totale. Otto von Bismarck impose à la France la perte de l'Alsace et d'une grande partie de la Lorraine (la Moselle), ainsi qu'une indemnité de guerre colossale de 5 milliards de francs-or. Les troupes allemandes défilent sur les Champs-Élysées. **La République naît donc avec une dette d'honneur obsessionnelle : la Revanche et la récupération des "provinces perdues".**

2. La fracture sociale : La Commune de Paris (Mars-Mai 1871)

L'Assemblée nationale élue en février 1871 est rurale, pacifiste et profondément monarchiste (400 députés royalistes sur 675). Menée par Adolphe Thiers, elle s'installe à Versailles, par méfiance envers le peuple de Paris jugé trop "rouge" (révolutionnaire).

- **L'étincelle (18 mars 1871) :** Thiers envoie l'armée récupérer les centaines de canons de la Garde nationale entreposés sur la butte Montmartre. Les femmes de Paris (dont Louise Michel) s'interposent, les soldats fraternisent avec la foule et fusillent deux de leurs généraux. C'est le début de l'insurrection.
- **L'œuvre de la Commune :** Pendant 72 jours, Paris s'autogère. Ce gouvernement révolutionnaire, socialiste et ouvrier adopte des mesures avant-gardistes : séparation de l'Église et de l'État (bien avant 1905), enseignement laïque et gratuit, interdiction du travail de nuit pour les boulangers, création de coopératives ouvrières, et citoyenneté accordée aux étrangers.
- **L'écrasement (La "Semaine sanglante", 21-28 mai 1871) :** L'armée régulière (les "Versaillais") entre dans Paris. Les combats de rue sont féroces. Les Communards, désespérés, incendient les symboles du pouvoir (le Palais des Tuileries, l'Hôtel de Ville). La répression est implacable : entre 10 000 et 20 000 morts (le dernier carré tombe au cimetière du Père-Lachaise, devant le fameux "Mur des Fédérés"). Plus de 4 000 survivants sont déportés au bagne en Nouvelle-Calédonie.
- **Le paradoxe politique :** En massacrant l'extrême-gauche ouvrière, la République rassure paradoxalement les paysans et la bourgeoisie rurale. Thiers prouve que la République est capable de maintenir l'ordre et de protéger la propriété privée. Elle se détache définitivement de l'image sanglante de la Terreur de 1793.

3. La victoire institutionnelle : La "République des Ducs" cède le pas

Pendant les années 1870, les monarchistes ont le pouvoir total, mais ils se sabordent eux-mêmes à cause de leurs divisions entre Légitimistes (partisans du comte de Chambord, petit-fils de Charles X) et Orléanistes (partisans du comte de Paris, petit-fils de Louis-Philippe).

- **L'échec de la Restauration (1873) :** Le comte de Chambord, intransigeant, refuse le drapeau tricolore issu de la Révolution et exige le retour au drapeau blanc royal. Les Orléanistes, plus modernes, refusent. La restauration monarchique échoue de justesse. En attendant que le comte meure, on nomme un président monarchiste, le maréchal Patrice de Mac Mahon, pour un mandat de 7 ans (le septennat, qui perdurera jusqu'en 2000).

- **L'amendement Wallon (1875)** : Face à l'impasse, les républicains modérés s'allient aux orléanistes. Le député Henri Wallon fait voter une loi définissant l'élection du Président. Le mot "République" entre officiellement dans la Constitution à une seule voix de majorité (353 voix contre 352). On crée un système bicaméral (Chambre des députés et Sénat) conçu pour éviter les lois trop radicales.
- **La crise du 16 mai 1877** : Le président Mac Mahon, exaspéré par la majorité républicaine à la Chambre des députés, tente un coup de force constitutionnel. Il renvoie le chef du gouvernement et dissout l'Assemblée. Gambetta parcourt la France pour mener campagne et lance à Mac Mahon son ultimatum historique : *"Quand la France aura fait entendre sa voix souveraine, il faudra se soumettre ou se démettre."* Les républicains triomphent aux élections. En 1879, Mac Mahon démissionne, remplacé par le républicain Jules Grévy. La République appartient enfin aux Républicains.

PARTIE II : FORGER LA NATION, L'ÂGE D'OR DU PROJET RÉPUBLICAIN (1879-1890)

Une fois au pouvoir, la génération des "Pères fondateurs" (Jules Ferry, Léon Gambetta, Jules Grévy) va mettre en place une immense machine législative et idéologique pour extirper l'influence monarchiste et religieuse du pays.

1. La consécration des libertés fondamentales

L'État se met en retrait pour laisser la société civile respirer, s'organisant autour de grandes lois libérales :

- **La Loi sur la Presse (29 juillet 1881)** : Elle abolit le délit d'opinion, la censure préalable et les autorisations. C'est le début de l'âge d'or de la presse écrite (*Le Petit Journal*, *Le Petit Parisien*). La presse à un sou, tirée à des millions d'exemplaires grâce aux rotatives, politise les citoyens jusque dans les campagnes.
- **1881 : Liberté de réunion publique.**
- **La Loi Waldeck-Rousseau (1884)** : Elle autorise enfin la création de syndicats professionnels, permettant au mouvement ouvrier de s'organiser légalement (ce qui mènera à la création de la CGT en 1895 et au développement des Bourses du Travail). La même année, le divorce est rétabli par la loi Naquet.
- **La Loi sur les associations (1901)** : Elle garantit la liberté d'association, ce qui permettra la naissance légale des partis politiques modernes (le Parti Radical, la SFIO).

2. "L'École, fille et mère de la République"

L'œuvre scolaire est la clé de voûte du système. Dirigée par Jules Ferry (ministre de l'Instruction publique) et Paul Bert, elle vise à créer un citoyen républicain.

- **Les Lois Ferry (1881-1882)** : L'école primaire devient gratuite (1881), laïque et obligatoire (1882) pour tous les enfants de 6 à 13 ans.
- **L'enjeu anticléricale** : Il faut arracher la jeunesse au clergé. L'instruction religieuse disparaît des programmes, remplacée par l'"instruction morale et civique". Les instituteurs, formés dans des Écoles Normales construites dans chaque département, deviennent les soldats de la République. L'écrivain Charles Péguy les surnommait les *"hussards noirs de la République"*.
- **L'enjeu patriotique et linguistique** : L'école mène une guerre impitoyable contre les patois et langues régionales (breton, occitan) avec le système du "symbole" (punition pour les élèves parlant patois). On unifie la nation par la langue française. L'Histoire, enseignée via le célèbre manuel *Le Petit Lavis*, forge un "roman national" allant de Vercingétorix à Jeanne d'Arc, glorifiant la patrie et préparant moralement les garçons à la reconquête de l'Alsace-Lorraine (on crée même des "bataillons scolaires" pour initier les enfants au tir et au défilé militaire).

3. La "République au village" (L'alliance avec les paysans)

La France est encore majoritairement rurale. Si la République ne gagne pas les campagnes, elle mourra.

- **L'ancrage local (1884)** : Une loi décide que les maires seront désormais élus par les conseils municipaux (sauf à Paris), transformant chaque mairie en un parlement de village. On construit massivement des "Mairies-Écoles" surmontées du buste de Marianne, qui rivalisent architecturalement avec l'église du village.

- **Le désenclavement** : Le plan Freycinet (1878) multiplie les voies ferrées d'intérêt local et les canaux, ouvrant les villages isolés sur le marché national, ce qui enrichit la paysannerie.
- **Le brassage national** : L'institution du service militaire universel et obligatoire (loi de 1889, la "loi des curés sac au dos", qui supprime les exemptions pour les séminaristes et les riches) brasse les classes sociales. Le paysan auvergnat et l'ouvrier lyonnais dorment dans la même caserne : ils prennent conscience de leur identité française.

4. Le paradoxe de l'expansion : La République coloniale

La République des Droits de l'Homme se transforme simultanément en la deuxième puissance impériale mondiale (Afrique-Équatoriale, Indochine, Maghreb, Madagascar).

- **Le grand débat sur le Tonkin (Juillet 1885)** : À la Chambre, Jules Ferry théorise le colonialisme républicain. Il avance des arguments économiques (trouver des débouchés face au protectionnisme européen), stratégiques (des rades pour la marine marchande et militaire), mais surtout "humanitaires" : *"Les races supérieures ont un droit sur les races inférieures. Elles ont le devoir de les civiliser."*
- **L'opposition cinglante de Clemenceau** : Le chef de l'extrême-gauche radicale, Georges Clemenceau, détruit cet argumentaire : *"Races supérieures ? Races inférieures, c'est bientôt dit ! (...) Non, il n'y a pas de droit des nations dites supérieures contre les nations inférieures."* Pour Clemenceau et la droite nationaliste, disperser l'armée française aux colonies est un crime de haute trahison : la France doit garder les yeux fixés sur la "ligne bleue des Vosges" et préparer la guerre contre l'Allemagne.

PARTIE III : LES CRISES EXISTENTIELLES ET LA FIN DES ILLUSIONS (1885-1899)

À la fin du XIXe siècle, la "République opportuniste" s'embourgeoise. Elle fait face à la "Grande Dépression" (crise économique mondiale débutée en 1873) et aux mutations d'une société en pleine révolution industrielle.

1. La mutation du nationalisme : La fièvre Boulangeriste (1887-1889)

- **Le contexte** : Le régime parlementaire est jugé corrompu (scandale des décorations où le gendre du Président Grévy vendait des Légions d'honneur), lent, et incapable de s'opposer à Bismarck.
- **L'ascension du "Général Revanche"** : Nommé ministre de la Guerre en 1886, le charismatique général Boulanger modernise l'armée (fusil Lebel, guérites peintes en tricolore) et tient tête à l'Allemagne lors de l'incident d'espionnage de Schnæbelé en 1887. Devenu une idole populaire, il est limogé par le gouvernement qui le juge trop dangereux.
- **Le "Syndicat des mécontents"** : Entré en politique avec le slogan *"Dissolution, Révision, Constituante"*, Boulanger rassemble autour de lui une coalition contre nature : l'extrême-gauche blanquiste (qui veut une république sociale), les nationalistes de la Ligue des Patriotes (Paul Déroulède), et l'extrême-droite royaliste (qui finance secrètement sa campagne en espérant un coup d'État).
- **Le dénouement** : Élu triomphalement député de Paris en janvier 1889, la foule et l'armée l'implorent de marcher sur l'Élysée. Boulanger hésite, refuse l'illégalité, et rentre dîner avec sa maîtresse. Menacé de poursuites en Haute Cour par le ministre de l'Intérieur Constans, il fuit en Belgique, où il se suicidera sur la tombe de sa maîtresse en 1891.
- **L'héritage fondamental** : Le nationalisme, qui était une vertu de gauche depuis la Révolution française (la nation en armes contre les tyrans), glisse définitivement à droite. Il devient une idéologie populiste, xénophobe, militariste et viscéralement antiparlementaire.

2. L'argent et la politique : Le Scandale de Panama (1892)

- **La faillite et la corruption** : Ferdinand de Lesseps (le héros du canal de Suez) s'attaque au percement de l'isthme de Panama. Le projet est un désastre technique et sanitaire (des milliers d'ouvriers meurent de la fièvre jaune). Pour éviter la banqueroute et masquer l'échec, la Compagnie distribue des millions en pots-de-vin à une centaine de ministres et de députés (les "chéquards") pour qu'ils votent une loi l'autorisant à émettre des emprunts publics.

- **L'explosion** : La Compagnie fait faillite, ruinant 85 000 petits épargnants français. Le scandale est révélé en 1892. Des figures comme Clemenceau, éblouies, sont balayées aux élections. Le baron de Reinach, intermédiaire corrompu, se suicide.
- **Les deux poisons** : Cette affaire installe un **antiparlementarisme** profond ("tous pourris") dans l'opinion publique. Surtout, comme certains intermédiaires financiers (Cornelius Herz) étaient juifs, la presse d'extrême-droite menée par Édouard Drumont (auteur de *La France juive* et directeur du journal *La Libre Parole*) exploite l'affaire pour théoriser un **antisémitisme économique et politique**, accusant la "finance juive" de ruiner la France. Le terrain est prêt pour l'Affaire Dreyfus.

3. La question sociale : Le terrorisme anarchiste (1892-1894)

- **La misère ouvrière** : La République a accordé des libertés politiques, mais reste sourde à la misère sociale. Lors des grèves ouvrières (comme celle de Fourmies en 1891), la troupe tire sur la foule.
- **La "Propagande par le fait"** : Refusant la politique électorale qu'ils jugent bourgeoise, les anarchistes optent pour la terreur en ciblant les symboles de l'État, de la magistrature et de la grande bourgeoisie. Ravachol pose des bombes chez les juges. Émile Henry vise le café Terminus, déclarant "*Il n'y a pas d'innocents parmi les bourgeois*". Le point d'orgue a lieu en 1893 quand Auguste Vaillant lance une bombe en pleine Chambre des députés, puis en juin 1894 avec l'**assassinat du président de la République, Sadi Carnot**, poignardé à Lyon par l'anarchiste italien Caserio.
- **La répression** : L'État réplique brutalement en votant les "Lois scélérates", qui suppriment de fait la liberté de la presse pour la mouvance anarchiste. Constatant l'échec de la lutte armée, le mouvement ouvrier délaisse le terrorisme pour s'investir dans le syndicalisme d'action directe (CGT) et le militantisme politique (le socialisme de Jean Jaurès).

PARTIE IV : L'AFFAIRE DREYFUS ET L'APOGÉE DE LA RÉPUBLIQUE LAÏQUE (1898-1914)

1. La guerre civile idéologique (1894-1906)

Tout part de l'interception, en 1894, du fameux "bordereau" à l'ambassade d'Allemagne. L'État-major accuse rapidement et à tort le capitaine Alfred Dreyfus, juif d'origine alsacienne, de haute trahison. Condamné à huis clos sur la base d'un faux dossier, il est dégradé en janvier 1895 et déporté au bagne de l'île du Diable. En 1896, le lieutenant-colonel Picquart découvre le vrai coupable : le commandant Esterhazy. L'armée couvre le traître pour ne pas s'avouer fautive et fait muter Picquart.

- **L'explosion (1898)** : Après l'acquittement scandaleux d'Esterhazy, Émile Zola publie "**J'accuse...**" dans *L'Aurore* (le journal de Clemenceau). En diffamant sciemment l'armée, Zola force la tenue d'un procès civil qui expose l'Affaire au grand jour.
- **L'affrontement de deux Frances** :
 - **Les Antidreyfusards** : La droite, l'armée, le clergé catholique, les ligues nationalistes (Ligue de la Patrie Française, Action Française de Charles Maurras). Animés par l'antisémitisme et le culte de l'armée, ils privilégient l'Ordre et la "Raison d'État". Pour eux, l'Armée ne doit pas être déshonorée, même s'il faut sacrifier un innocent.
 - **Les Dreyfusards** : La gauche modérée et radicale, les socialistes (Jaurès), et la nouvelle classe des "Intellectuels" (universitaires, scientifiques, écrivains regroupés autour de la nouvelle Ligue des Droits de l'Homme). Ils placent la Justice, la Vérité et les Droits de l'Individu au-dessus de la sacralité de l'État.
- **Le dénouement** : Après un nouveau procès militaire à Rennes en 1899 qui condamne absurdement Dreyfus "avec circonstances atténuantes", le président Émile Loubet décide de le gracier pour apaiser le pays. Dreyfus sera officiellement innocenté et réhabilité par la Cour de cassation en 1906.

2. Le Bloc des Gauches et la République "Radicale"

L'Affaire Dreyfus a prouvé aux républicains que le régime avait failli être renversé par une alliance entre la droite nationaliste, les militaires et l'Église catholique.

- **La coalition de Défense républicaine (1899)** : Pour sauver le régime, toutes les gauches s'unissent pour former le "Bloc des Gauches", bientôt dominé par le puissant **Parti Radical**.
- **L'anticléricalisme de combat** : Considérant les congrégations religieuses catholiques comme les foyers de l'antidreyfusisme et de la réaction monarchiste, le président du Conseil Émile Combes (surnommé le "petit père Combes") lance une offensive brutale. Il interdit l'enseignement à des milliers de religieux, expulse de nombreuses congrégations du territoire français, et finit par rompre les relations diplomatiques de la France avec le Vatican en 1904.

3. Le chef-d'œuvre : La Séparation des Églises et de l'État (1905)

Cette loi, portée non pas par les anticléricaux acharnés mais par des hommes de compromis comme Aristide Briand et Jean Jaurès, est l'aboutissement philosophique de la Révolution de 1789.

- **Fin du Concordat napoléonien** : *Article 2* : "La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte." L'État devient strictement neutre. Les prêtres, pasteurs et rabbins cessent d'être des fonctionnaires payés par l'État.
- **Liberté absolue** : *Article 1* : L'État "assure la liberté de conscience" et garantit le libre exercice des cultes. La religion perd sa dimension institutionnelle et politique pour devenir un choix purement intime et associatif.
- **La crise des Inventaires (1906)** : L'État voulant inventorier le contenu des églises pour le transférer à des associations culturelles laïques, les fidèles catholiques se rebellent (notamment en Bretagne et en Haute-Loire). On barricade les églises, des affrontements font des morts. Devenu ministre de l'Intérieur, Clemenceau fait preuve de pragmatisme et ordonne l'arrêt des inventaires par la force, déclarant que *"la question de savoir si on comptera ou ne comptera pas des chandeliers dans une église ne vaut pas une vie humaine"*. L'apaisement finit par s'installer.

CONCLUSION : 1914, L'ÉPREUVE DU FEU

À l'été 1914, la poudrière balkanique entraîne l'Europe dans la Première Guerre mondiale. L'assassinat de Jean Jaurès, le leader pacifique de la SFIO, le 31 juillet au Café du Croissant par le nationaliste Raoul Villain, symbolise la mort des espoirs de paix ouvrière internationale.

On aurait pu légitimement croire que cette Troisième République, si déchirée par la Commune, le Boulangisme, les scandales financiers, les attentats anarchistes, l'Affaire Dreyfus et la guerre religieuse de 1905, s'effondrerait instantanément face à l'Empire allemand.

C'est l'exact inverse qui se produit. Le 4 août 1914, à l'appel du Président Raymond Poincaré, c'est l'**Union Sacrée**. Tous les clivages s'effacent. L'instituteur radical, le paysan catholique, l'ouvrier syndicaliste et le bourgeois royaliste revêtent le même uniforme bleu et rouge et marchent ensemble vers le front. En l'espace de 44 ans, grâce à l'école, à l'armée et aux libertés démocratiques, le régime a gagné son pari historique : il a transformé des millions d'individus aux identités fracturées en une Nation française unie et indissolublement liée à la République.